
Présentation du dossier

Danielle Delmaire et Emmanuel Persyn



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/391>

DOI : 10.4000/tsafon.391

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 7-18

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Danielle Delmaire et Emmanuel Persyn, « Présentation du dossier », *Tsafon* [En ligne], 74 | 2017, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 20 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/391> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.391>

Dossier

rassemblé et présenté par Danielle Delmaire et Emmanuel Persyn

La Déclaration Balfour, vers l'État d'Israël ?

2017, un millésime qui peut susciter bien des anniversaires dans l'histoire du peuple juif !

1897 : il y a 120 ans. À Bâle se déroule le premier congrès sioniste mondial, rassemblant, à l'initiative de Theodor Herzl, les leaders du nouveau mouvement sioniste qui œuvre à la constitution d'un État juif en Palestine.

1947 : il y a 70 ans. Durant l'été de cette année, un drame se joue en mer Méditerranée. Des rescapés de la Shoah embarquent, du rivage français, sur l'Exodus, un vieux rafiot qui menace de rompre à chaque gros coup de mer. Leur débarquement en Palestine est interdit par la Grande-Bretagne qui exerce encore son mandat sur la région. Le bateau est arraisonné, brutalement, au large de Haïfa et les passagers ne peuvent en descendre. Certains sont enfermés dans un camp à Chypre et d'autres sont renvoyés en France puis en Allemagne. L'épopée tragique de l'Exodus impressionne l'opinion publique dans le monde et pèse, partiellement, sur la décision de l'ONU de partager la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif. Le vote a lieu le 29 novembre 1947, cinquante ans après le congrès de Bâle et trente ans après la Déclaration Balfour.

1967 : il y a 50 ans. Du 5 au 10 juin, l'armée israélienne doit combattre les armées égyptienne, jordanienne et syrienne. Sa victoire en six jours est éclatante et permet à Israël d'étendre son territoire dans le Sinaï, la Cisjordanie et sur le plateau du Golan. Ce nouvel espace géographique est devenu source d'un conflit latent et sans grand espoir de solution.

1977 : il y a 40 ans et 10 ans après la complète déroute de l'Égypte. Le président égyptien Anouar el Sadate est reçu en visite très officielle en Israël, par le Premier ministre Menahem Begin. Il prononce un discours à la Knesset, le parlement israélien. Il reconnaît l'État d'Israël et lui demande en contrepartie de se retirer des territoires conquis en 1967 et de

reconnaître les droits des Palestiniens. Il s'ensuit les premiers accords de Camp David en 1978. Pour ces échanges, Anouar el Sadate et Menahem Begin reçoivent le prix Nobel de la paix en 1978, mais l'engagement du président égyptien divise le monde arabe et lui vaut l'exclusion de son pays de la Ligue arabe. Par la suite, Israël se désengage du Sinaï et celui-ci reste une zone peu sécurisée où, actuellement, coopèrent les forces égyptiennes et israéliennes pour lutter contre la présence de combattants de Daesh.

Nous avons cependant choisi un autre anniversaire : le 2 novembre 1917, la Déclaration Balfour, lettre du ministre du Foreign Office à Lord Lionel Walter Rothschild de Londres. Cette lettre qui prévoit l'établissement d'un foyer national juif en Palestine qui comblait les espoirs sionistes fut suivie quelques semaines plus tard, le 11 décembre 1917, de l'entrée des troupes britanniques dans Jérusalem sous la conduite du général Allenby, mettant fin à la présence ottomane dans la région et préfigurant la défaite turque dans la Grande Guerre.

Mais cette année 1917, si elle est riche en événements importants pour l'histoire du peuple juif, n'en est pas moins prolifique en événements tout aussi marquants pour l'issue de la Première Guerre mondiale. Comme le rappelle la chronologie établie par Emmanuel Persyn, en février la Russie est secouée par la première révolution qui suscite l'abdication du tsar Nicolas II ; en avril les USA entrent dans la guerre alors que débute la longue bataille du Chemin des Dames (six mois) qui ne fait pas bouger le front ; en décembre la Russie devenue bolchevique depuis la révolution d'Octobre se retire du conflit puis signe la paix de Brest Litovsk.

C'est donc dans un contexte de bouleversement de la situation internationale qu'est rédigée la Déclaration Balfour. Les deux camps ennemis se renforcent dans un ultime combat qui va encore durer une longue année : les Alliés sont soutenus par les troupes abondantes et fraîches des USA tandis que les Empires centraux dégagent leur front oriental avec le retrait de la Russie bolchevique. Tout est possible à la fin de l'année 1917, la défaite de l'Allemagne ou celle des Alliés immobilisés sur un front de tranchées. L'Angleterre peut aussi prévoir sa victoire au Proche-Orient et même l'avènement d'un foyer national juif en Palestine. Pour bien comprendre ce contexte et les années qui suivent la Déclaration jusqu'à la proclamation de l'État d'Israël en 1948, la chronologie nous est bien utile.

Ce centenaire, nous ne sommes pas les seuls à y avoir songé. Au début de novembre 2017 plusieurs cérémonies ont fêté la Déclaration. En France, la presse nationale, dans son ensemble, a rappelé l'événement¹ mais c'est la presse de la communauté juive qui en a donné l'écho le plus criant. Notamment l'hebdomadaire *Actualité Juive* du 1^{er} novembre 2017 lui consacre sa « une » avec une grande photo de Lord Balfour et la reproduction de l'original de sa lettre, tandis que quatre pages intérieures donnent l'historique de la Déclaration et livrent des analyses de politologues dont Frédéric Encel, spécialiste de géopolitique et plus particulièrement du Proche-Orient. Aucune manifestation officielle n'a marqué ce centenaire, en France, sauf dans les cercles juifs (presse et communautés), mais il est vrai que la France n'est pour rien dans cette missive et même elle se fait en quelque sorte doubler par l'Angleterre quant au règlement de la situation au Proche-Orient puisque les accords Sykes-Picot, signés en 1916, prévoyaient un partage de la région entre les deux puissances. Or avec la Déclaration Balfour, la Grande-Bretagne ne s'encombre pas de l'avis de la France.

En Israël, le centenaire fut également marqué par diverses cérémonies et fut relaté dans la presse, non sans prise de position à l'encontre de la politique actuelle du gouvernement pour ce qui concerne la gauche (le journal *Haaretz* par exemple ou le mouvement « La Paix maintenant »). Dans la foulée des commémorations d'événements survenus dans l'année 1917, l'État d'Israël commémora aussi la prise de Beer Sheva, la grande ville du Néguev qui ouvrait la route vers Jérusalem, contre les troupes de l'Empire ottoman, avec l'appui efficace des troupes australiennes, le 31 octobre 1917. Et ce fut en présence du Premier ministre australien que cet autre centenaire fut fêté, avec recueillement au cimetière australien de Beer Sheva et en présence de descendants de combattants australiens et neo-zélandais, selon la presse israélienne et de la communauté juive de France.

C'est en Grande-Bretagne que les cérémonies eurent le plus de retentissement, finalement comme il en fut des premiers anniversaires de la Déclaration Balfour tels que les décrit le journaliste sioniste Éliezer Ben Yehouda dans son journal *Doar Hayom* et que présente Gideon

¹ La revue *L'Histoire* lui accorde deux pages, dans son n° 442 de décembre 2017 (pp. 28-29), pourquoi pas en novembre ou en octobre ? Est-ce le rattrapage d'un oubli ? Sous la plume du démographe Youssef Courbage est décrite une brève histoire de la présence juive en Palestine pour conclure au décollage de l'immigration avec l'arrivée des Juifs fuyant les persécutions nazies tandis que la Déclaration Balfour ne suscite pas un afflux spectaculaire comme on pouvait l'espérer au lendemain de la Grande Guerre.

Kouts. C'est même à Londres que le Premier ministre israélien célébra ce centenaire, et non à Jérusalem, sur invitation de son homologue britannique, Theresa May. Celle-ci reconnut l'importance de la lettre de Lord Balfour pour l'histoire du peuple juif et pour le processus politique et diplomatique qui devait finalement aboutir à la création, non pas d'un foyer national juif mais d'un État juif, en Palestine. Elle prodigua également des éloges à l'égard de l'actuel État. Et l'occasion fut donnée, à ces deux Premiers ministres, de s'entretenir de la situation actuelle au Proche-Orient. Il y eut certes des protestations contre ces célébrations en Angleterre comme en Israël, nous y reviendrons à la fin de cette présentation, mais Londres et Jérusalem semblaient au diapason pour appréhender la situation actuelle. Et pourtant « Jérusalem n'est pas Londres » écrivait Éliezer Ben Yehouda, il y a cent ans, voulant convaincre ses lecteurs juifs palestiniens de la bonne volonté du gouvernement britannique à l'égard de leurs ambitions nationales. De nos jours Jérusalem est-elle Londres ? Selon le quotidien israélien *Haaretz*, du 10 novembre 2017, Theresa May a appelé les Palestiniens à accepter la réalité d'un État juif, comme l'exige Israël, cent ans après la Déclaration Balfour et soixante-dix ans après sa création.

Et qu'est-ce que la Déclaration Balfour ? Denis Charbit le rappelle, c'est une bien courte lettre : « Trois paragraphes, vingt lignes, cent vingt-huit mots », le tout dactylographié sur une seule page à en-tête du Foreign Office. Dans des termes bien pesés pour être vagues, l'auteur apprend à Lionel Walter Rothschild que la Grande-Bretagne, grande puissance européenne, est favorable à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine et du même coup reconnaît l'existence d'un peuple juif. Pour les sionistes ce fut « un bond en avant historique » selon les mots de Denis Charbit ; là où les efforts diplomatiques de Théodor Herzl avaient été vains, les relations amicales de Haïm Weizmann avaient réussi. Pour les sionistes, Balfour est un Cyrus moderne qui va permettre le retour des Juifs sur la terre de leurs ancêtres. Éliezer Ben Yehouda pouvait s'enthousiasmer dans son journal *Doar Hayom* et se moquer des sentiments dubitatifs de Juifs palestiniens. Or ces derniers regardaient sans doute avec inquiétude les manifestations hostiles d'Arabes palestiniens qui regrettaient amèrement d'être écartés de cette réorganisation de la région. Par les accords McMahon-Hussein, ils avaient espéré obtenir un royaume dans la région (au moins dans une partie) où l'on accordait un territoire aux Juifs. La Déclaration Balfour

allait-elle mettre fin à la dispersion des Juifs ou annoncer un conflit sans fin ?

Qui furent les protagonistes de la Déclaration Balfour ? Philippe Boukara présente les trois principaux : l'auteur, le destinataire et l'instigateur, et ajoute « un acteur français méconnu » de la Déclaration, Charles Dreyfus. Lorsqu'on s'intéresse à l'histoire du peuple juif, on ne retient de Lord Balfour que sa fameuse déclaration. Or, il eut une longue et brillante carrière politique au sein du parti tory. C'est dans les années 1900 qu'il rencontra Weizmann qui parvint à l'intéresser à la cause sioniste d'autant plus facilement que ses sentiments religieux le rendaient sensible au retour du peuple de la Bible à Sion, comme le rappelle Olivier Rota. Dès lors il ne fut plus indifférent au sionisme et les Juifs de Palestine lui en furent reconnaissants au point de nommer un village collectif, fondé en 1922, Balfouria – il existe toujours – et de l'inviter solennellement à l'inauguration de l'Université Hébraïque de Jérusalem en 1925. Il transmet ses amitiés sionistes à ses neveu et nièce qui aidèrent les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale.

En s'adressant à Lord Lionel Walter Rothschild, Balfour choisissait, comme interlocuteur, un personnage important du monde juif anglais au début du XX^e siècle. Celui-ci devait sa position au rôle économique joué par sa famille mais également à l'action politique de ses grand-père et père en tant que députés, premiers Juifs à siéger aux chambres anglaises. Destinataire de la lettre de Balfour, il avait participé à son élaboration en association avec Weizmann. Philippe Boukara nous livre un autre portrait de Lord Rothschild passionné de zoologie, un peu excentrique, et lui ajoute la réponse de Rothschild à Balfour.

Weizmann, le négociateur, est présenté par Philippe Boukara comme l'intermédiaire entre Theodor Herzl, le théoricien de la mise en place de l'État juif, et Ben Gourion, le praticien. Ce qui lui valut de devenir, selon le souhait de Ben Gourion auquel il s'était pourtant parfois opposé, le premier président de l'État d'Israël. Pur produit de la *Haskala*, ouvert à la modernité du monde occidental sans renier sa spiritualité juive, il comprit très tôt et soutint longtemps la nécessité de s'appuyer sur la puissance britannique pour arriver à ses fins sionistes. Lui aussi a gagné la reconnaissance des Juifs palestiniens puis des Israéliens : le très renommé institut universitaire scientifique de Rehovot, fondé en 1934, porte son nom.

Il nous restait à connaître l'origine de l'amitié entre Balfour et Weizmann, elle vient d'un certain Charles Dreyfus, Juif et chimiste lui

aussi, introduit dans le voisinage de l'homme politique qu'était Balfour. Avec Weizmann, il participa à l'élaboration de la lettre.

L'Angleterre n'était pas seule à vouloir étendre son emprise sur le Proche-Orient en général et sur la Palestine en particulier. Celle-ci d'ailleurs avait déjà suscité bien des convoitises de la part des grandes puissances européennes qui, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, n'avaient pas cessé d'y instaurer une présence économique et de soutenir de nombreuses missions religieuses : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie se penchaient ainsi au chevet de l'Empire ottoman. La guerre et son issue favorable aux Alliés achevèrent « l'homme malade ». Ni les Empires centraux, ni la nouvelle URSS hors course, n'eurent plus leur mot à dire quant au sort de la Palestine. Restaient en lice la Grande-Bretagne et la France. Cette dernière avait elle-même songé à soutenir le mouvement sioniste. Le 9 avril 1917, Jules Cambon, secrétaire général du Quai d'Orsay, reçut Nahum Sokolov, membre du comité exécutif de l'Organisation sioniste mondiale (chronologie d'Emmanuel Persyn). Et le 4 juin, le même Jules Cambon écrivit une lettre au même Nahum Sokolov dont la teneur ressemble fort à la Déclaration Balfour, rédigée elle cinq mois plus tard : « Le gouvernement français [...] ne peut qu'éprouver de la sympathie pour votre cause dont le triomphe est lié à celui des Alliés » (chronologie d'Emmanuel Persyn). En réalité, la France a aussi des intérêts à protéger en Palestine et notamment ceux de l'Alliance israélite universelle qui contribue à son rayonnement dans la région.

Les nombreux travaux de Catherine Nicault et l'article qu'elle a transmis à *Tsafon* montrent les réticences des dirigeants de l'AIU à l'égard du sionisme. Partisans de l'émancipation des Juifs et de leur assimilation à la société environnante, ils ne souhaitent pas établir un État juif en Palestine et ne ressentent pas la nécessité de revendiquer une patrie juive. En pleine Première Guerre mondiale, ils n'ont qu'une seule patrie : la France pour laquelle ils combattent. Catherine Nicault débrouille l'écheveau très emmêlé qui constitue l'arrière-plan de la Déclaration Balfour. La répartition des puissances en guerre complique la situation pour les sionistes. La Palestine appartient à l'Empire ottoman qui se place aux côtés des Empires centraux tandis que la Russie, qui persiste dans sa politique très antisémite à l'égard des Juifs, combat sur le front oriental et soulage les Alliés engagés sur le front occidental. Les sionistes doivent donc obtenir le soutien de la Grande-Bretagne et de la France tout en critiquant la Russie et tenir compte de l'influence des Juifs

des USA, originaires de Russie et d'Allemagne, dans la décision de l'entrée en guerre de la nouvelle puissance d'outre atlantique. Pour les dirigeants de l'AIU, les choses semblent plus simples : l'antisémitisme est d'abord allemand, c'est donc de l'Angleterre ou de la France, plutôt de la France d'ailleurs, qu'il faut attendre de l'aide pour consolider sa présence en Palestine (implantations de Rothschild et réseau d'écoles de l'AIU). Il faut aussi compter sur une double rivalité : d'une part celle qui oppose les sionistes politiques, qui œuvrent pour l'édification d'un État juif, aux dirigeants de l'AIU qui se contentent d'une approche purement philanthropique, d'autre part celle qui entretient une sorte de compétition entre le Foreign Office et le Quai d'Orsay sur l'administration future des anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman. Finalement, dépassés par la Déclaration Balfour, les représentants de l'AIU s'éloignent de plus en plus de la position des sionistes et l'antagonisme qui dresse Sylvain Lévi, défenseur maladroit des intérêts diplomatiques de l'AIU, contre Weizmann ne fait que s'accroître durant l'Entre-deux-guerres. Malgré Edmond de Rothschild qui se rend plusieurs fois en Palestine, l'AIU se montre très antisioniste.

Tout comme l'élite juive de France, l'élite juive de Grande-Bretagne ne voit pas le sionisme avec sympathie. Elle aussi perçoit l'idée d'un foyer national juif en Palestine comme l'échec de l'émancipation dont elle fut bénéficiaire au XIX^e siècle. En dépouillant la presse anglaise (*Jewish Chronicle*, *Times* et d'autres écrits contemporains), Olivier Rota fait découvrir les tensions qui parcourent les milieux juifs officiels et le monde politique. En adhérant à des courants religieux frôlant le messianisme, des hommes politiques se laissent gagner à l'idée d'un retour à Sion de la part des Juifs mais sans perdre de vue les intérêts britanniques au Proche-Orient et notamment en Palestine, devenue un nœud stratégique dans le conflit mondial en Orient, à partir de 1916. Aussi les responsables politiques anglais songent-ils à ménager également les Arabes et notamment l'émir Feyçal du Hedjaz auquel un royaume est promis. C'est nourrir le fantasme, nous dit Olivier Rota, d'une entente judéo-arabe d'autant plus que Weizmann et Feyçal semblent y croire également. « Les idéaux du Dr Weizmann sont les nôtres » affirme ce dernier. Mais dès le lendemain de la guerre, les Arabes comprennent qu'avec la Déclaration Balfour, puis la Conférence de la paix qui intègre la promesse anglaise, leurs revendications nationales ne sont pas entendues. Le « triomphe juif » (*Jewish Chronicle*) est de courte durée et se heurte rapidement à la déception arabe. À côté

de la question juive surgit la question arabe et désormais les deux nationalismes, juif et arabe, sont rivaux et se confrontent avec de plus en plus de violence durant les décennies vingt et trente du XX^e siècle. La Déclaration Balfour, bâtie sur des « illusions » et des « malentendus », est sans doute responsable en partie de la situation explosive qui perdure jusqu'à nos jours.

Et qu'en était-il de la position des pionniers sionistes déjà installés en Palestine ? Gideon Kouts nous donne à lire les articles d'Éliezer Ben Yehouda, journaliste et fondateur de *Doar Hayom* (août 1919). C'est lui aussi qui œuvra, jusqu'à épuisement, à l'usage quotidien de l'hébreu qui devait, selon lui, devenir la langue nationale du futur État juif. Il est considéré comme le père de l'hébreu moderne. Sioniste convaincu et actif en Palestine où il est arrivé avec la première *alya* des années 1880, il s'enflamme pour la Déclaration Balfour et nourrit une grande admiration pour l'Angleterre. Dès les débuts de son journal, il relate avec enthousiasme les célébrations des premiers anniversaires de la Déclaration. C'est aussi pour lui l'occasion de dénoncer la prudence et même les réserves des Juifs en Palestine : « Jérusalem n'est pas Londres ». La cérémonie furtive, voire ratée de Jérusalem, ne doit pas cacher la cérémonie qui s'est déroulée « avec éclat et fracas » à Londres. Il affiche une pleine confiance envers le gouvernement anglais tant en 1919 qu'en 1920. La duplicité de la Grande-Bretagne et les espoirs des Arabes lui sont complètement étrangers. Il décède peu après ces écrits, en 1922 à Jérusalem. Il n'a donc pas connu les premières émeutes arabes et il ne perçoit pas la gravité de celles qu'il relate en 1919, en Égypte et à Damas. Pour les sionistes de Palestine, la Déclaration Balfour inaugure une ère nouvelle de l'Histoire du peuple juif ; en 1919-1920, rien ne semble pouvoir arrêter le cours des événements devant aboutir à la création de l'État d'Israël qui sera effective trente ans plus tard.

Il fallut donc encore attendre pour que la promesse de la Déclaration Balfour devienne une réalité. Le cheminement vers cette réalité est décrit par Emmanuel Persyn qui cerne les conséquences de la Déclaration Balfour jusqu'à la création de l'État d'Israël et même au-delà. « Que reste-t-il de la Déclaration Balfour ? » interroge-t-il. Il est incontestable qu'elle fut un premier pas vers la concrétisation du rêve de Theodor Herzl : créer un État juif en Palestine. La solution d'un partage territorial entre deux nations, l'une juive et l'autre arabe, est finalement envisagée pour être rejetée par l'une des deux parties dans les années trente quand la politique mandataire semble bien mise à mal avec les

émeutes récurrentes qui opposent Juifs et Arabes. C'est le plan proposé par la commission Peel. Il en est de même avec la proposition de partage de l'ONU, entérinée par un vote majoritaire de l'assemblée générale, le 29 novembre 1947.

Ce qu'il reste de la Déclaration Balfour puis de la décision de l'ONU est l'affirmation de plus en plus violente de l'antagonisme : nationalisme juif et nationalisme arabe. « Les mêmes lignes de fracture », affirme Emmanuel Persyn, persistent et la Déclaration Balfour n'est jamais que la première d'une longue série de mesures diplomatiques pour mettre fin à cet antagonisme.

Cent ans ont passé, la Déclaration Balfour n'est pas un texte de grande mémoire, elle a été surpassée par biens d'autres événements dramatiques – la Shoah – ou heureux – la création de l'État d'Israël – pour les Juifs. Il n'empêche que son centenaire a été fêté, sans grande pompe en Israël, mais avec plus de faste à Londres, comme en 1919. Et comme en 1919-1920, les Arabes et les Palestiniens (désormais depuis les années 1970, seuls les Arabes sont dénommés Palestiniens alors que jusqu'à la création de l'État d'Israël les Juifs étaient aussi des Palestiniens avant de devenir des Israéliens) ont déploré ces cérémonies et ont même exigé des excuses de la part de l'actuel gouvernement britannique pour l'iniquité que la Déclaration Balfour portait en elle. La Première ministre Theresa May, au contraire, a balayé les pressions d'États arabes ainsi que les critiques de son opposition de gauche, des députés socialistes qui ont réclamé justice pour les Palestiniens, et les manifestations de rue de la part de mouvements pro-palestiniens. Non seulement la Première ministre a célébré très officiellement ce centenaire mais elle a invité son homologue israélien, Benyamin Netanyahu à y participer. « Nous sommes fiers de notre rôle de pionnier dans la création de l'État d'Israël » et « quand certains suggèrent que nous devrions nous excuser pour cette lettre, je réponds : absolument pas ! » tels sont les propos de Theresa May que rapporte la journaliste Pascale Zonszain dans *Actualité Juive* du 9 novembre 2017.

Comment ne pas retrouver, dans cette posture de l'actuel gouvernement britannique et dans son approbation par le gouvernement israélien ainsi que par de nombreuses communautés juives, la connivence entre le gouvernement de Londres et les sionistes qui enthousiasmait tant Éliezer Ben Yehouda, il y a cent ans ? Et de même que Lord Balfour et ses associés ignoraient les aspirations nationales des Arabes, de même

Theresa May ne tient aucun compte des agitations pro-palestiniennes en Angleterre et des exigences du monde arabe.

Les commémorations occultent-elles les réalités du temps présent ? En fait, durant ce siècle écoulé, les relations entre le gouvernement britannique et les sionistes puis l'État d'Israël ont souvent fluctué. De nombreux événements contradictoires le prouvent : les Livres blancs qui réduisaient drastiquement l'immigration juive en Palestine dans l'Entre-deux-guerres, l'engagement de Juifs de Palestine dans l'armée anglaise sur le front d'Afrique du Nord durant la Seconde Guerre mondiale, le refoulement de l'Exodus qui amenait les rescapés de la Shoah vers Israël, la collaboration des armées des deux pays lors de la guerre du Sinaï en 1956, pour ne citer que ces événements !

Remarque :

Nous avons laissé aux auteurs le choix entre la majuscule et la minuscule pour le substantif « Juif », entre l'orthographe française, Théodore, et l'orthographe allemande, Theodor, pour le prénom de Herzl, entre Haïm, Chaïm et même Chaim pour le prénom de Weizmann et encore entre Sokolov et Sokolow pour le dirigeant sioniste.